

## **UN DÉFI DE TAILLE : LE SANS-ABRISME AU CANADA ET AU QUÉBEC ET SON IMPACT POTENTIEL SUR LA COMMUNAUTÉ QUÉBÉCOISE D'EXPRESSION ANGLAISE**

Le sans-abrisme et la crise du logement, deux problèmes sociaux étroitement liés, sont aujourd'hui au cœur des préoccupations des décideurs politiques canadiens. L'accessibilité à un logement abordable, définie par la Société canadienne d'hypothèques et de logement comme le rapport entre le coût moyen du logement et le revenu après impôt, continue de se dégrader.

En 2021, les ménages qui achetaient un logement à prix moyen en Colombie-Britannique et en Ontario dépensaient 60 % de leur revenu, et leurs homologues au Québec, 40 % de leur revenu, pour une moyenne nationale de 4 %. Les conditions structurelles d'une offre faible et d'un crédit bon marché, associées à une forte immigration, ont exacerbé la crise. Pour rétablir l'accessibilité, 3,5 millions de logements abordables supplémentaires sont nécessaires d'ici à 2030. Malgré des événements économiques, tels que la COVID-19 et la hausse des taux d'intérêt, la bulle immobilière ne cesse de croître. Pour faire face à la crise, le gouvernement libéral actuel a lancé des initiatives comme le Fonds pour accélérer la construction de logements en plus de supprimer la taxe sur les produits et services (TPS) sur les nouvelles constructions locatives. Mais l'augmentation des coûts de production et la hausse des taux d'intérêt n'ont fait qu'aggraver les difficultés liées à la construction de nouvelles unités de logement. Les politiques n'ont pas encore eu d'impact important sur la crise découlant des coupes dans les programmes de logement social et de l'accent mis sur la construction de condominiums plutôt que la création de logements abordables.

Tous ces éléments ont eu des retombées néfastes sur les sans-abri au Canada, où leur nombre varie entre 150 000 et 300 000, toutes les régions connaissant une augmentation du phénomène des itinérants. Récemment, au Québec, la situation est devenue explosive. Comme dans le reste du Canada, l'accessibilité à un logement dans des régions comme Gatineau-Ottawa et Montréal a chuté. En 2018, une enquête menée à l'échelle de la province a révélé que 5 789 personnes étaient visiblement sans abri. Selon CBC, le réseau anglais de Radio-Canada, ce nombre est passé en 2022 à 10 000, dont près de la moitié à Montréal. Depuis quelques mois, un Montréalais, Damien Wands vit à la Mission Old Brewery car, selon lui, il ne peut plus payer son loyer en ville. Son histoire est monnaie courante compte tenu de l'augmentation du coût du logement.

Alors que le gouvernement provincial a annoncé une contribution de 20 millions de dollars aux refuges pour sans-abri, les PDG de la Old Brewery Mission et de Chez Doris affirment tous deux que ce montant est loin d'être suffisant. Les personnes souffrant d'insécurité en matière de logement se trouvent généralement à l'intersection de divers déterminants sociaux, dont la race, le sexe, l'orientation sexuelle, l'origine ethnique ou le statut d'immigrant. Cette intersectionnalité suit des schémas systémiques qui reflètent de profondes contradictions sociales favorisant les inégalités. Par exemple, au Québec, 67 % des personnes non logées étaient des hommes, tandis que 13 % s'identifiaient comme autochtones (cinq fois plus que la population générale), 16 % comme LGBTQ et 11 % comme immigrés. Quinze pour cent (15 %) ont déclaré que la récente pandémie avait joué un rôle.

Malheureusement pour la communauté de langue officielle en situation minoritaire du Québec, les statistiques démographiques et linguistiques concernant les sans-abri sont pratiquement inexistantes. Un rapport récent de Chez Doris, un organisme de bienfaisance au service des femmes vulnérables et sans-abri à Montréal, jette une certaine lumière sur les disparités linguistiques entourant la situation précaire

du Québec anglais. Par exemple, sur les 415 clients ayant eu recours à des services, mais qui habitaient toujours leur logement, 40 % se sont déclarés anglophones, contre 49 % francophones. Sur les 854 clients ayant eu accès aux services et qui n'avaient pas de logement, 54 % étaient anglophones, contre 45 % de francophones.

Ces chiffres confirment l'hypothèse selon laquelle les membres de la communauté de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM) sont confrontés à des taux plus élevés d'insécurité en matière de logement que leurs homologues de langue majoritaire. Cette hypothèse est corroborée par les données bien établies montrant que les membres de la minorité d'expression anglaise du Québec sont moins bien lotis sur le plan économique. Selon un récent rapport de la Table ronde provinciale sur l'emploi (PERT), les Québécois d'expression anglaise connaissent des conditions économiques plus difficiles que leurs homologues d'expression française. Plus précisément, le taux de pauvreté des anglophones est de 10 %, contre 5,8 % pour les francophones. Le taux de chômage est de 10,9 %, contre 6,9 % pour les francophones, et le revenu médian après impôt des anglophones est inférieur de 2 800 \$, alors que l'écart était de 2 648 \$ en 2016. Ces disparités sont souvent dues à des obstacles linguistiques à l'intégration sur le marché du travail.

La pauvreté et l'itinérance étant liées, il n'est pas surprenant que les anglophones s'en sortent moins bien, bien que les données à notre disposition soient très limitées. La crise du logement et le sans-abrisme qu'elle engendre ne se seront pas réglés de sitôt. Il faut donc suivre de près les développements en cours, car les effets de ces crises sur la communauté des CLOSM du Québec exacerberont les inégalités socioéconomiques préexistantes entre francophones et anglophones.